

Algérie : la santé a bien mauvaise mine en 2019, les médecins s'exilent en France...

écrit par Jules Ferry | 19 novembre 2019

LE MONDE *diplomatique*



NUMÉRO DU MOIS

ARCHIVES

CARTES

AUDIO

MANIÈRE

> octobre 1965, page 22

L'ALGÉRIE DANS LA VOIE DU SOCIALISME

Une médecine au service du peuple

Des internes en médecine manifestent à Alger, le 30 janvier 2018, contre le service civil obligatoire, une période de un à quatre ans qu'ils doivent à l'Etat après leurs études. RYAD KRANDI /

AFP`

3ème volet de notre triptyque consacré à la médecine en Algérie.

Les 2 premiers :

<https://resistancerepublicaine.com/2019/11/18/en-1955-la-france-cherchait-comment-financer-la-securite-sociale-de-sa-population-musulmane-en-algerie/>

<https://resistancerepublicaine.com/2019/11/19/medecine-francaise-en-algerie-1830-un-tiers-des-bebes-meurt-en-bas-age-1962-ils-sont-10-millions/>

.

1965- De grandes ambitions (190 médecins seulement travaillent à temps plein !)

Pourtant, en octobre 1965, (page 22), le [Monde diplomatique](#) titrait sur les **ambitions** de ceux qui soutenaient l'Algérie indépendante sur **la voie du « progrès » !**

LE MONDE *diplomatique*



NUMÉRO DU MOIS

ARCHIVES

CARTES

AUDIO

MANIÈRE

> **octobre 1965**, page 22

L'ALGÉRIE DANS LA VOIE DU SOCIALISME

Une médecine au service du peuple

Les responsables de la santé publique se sont également associés à l'action générale du gouvernement en réservant une place importante à la médecine préventive et surtout à la médecine sociale. Les services de médecine collective ont été renforcés et les mesures de prévention étendues; la lutte contre les maladies transmissibles (paludisme, tuberculose, trachome, etc.) a été accentuée, des campagnes de vaccination organisées avec l'aide de l'institut Pasteur, de l'O.M.S. et de l'U.N.I.C.E.F. en particulier.

La protection maternelle et infantile a été mise sur pied; par différents moyens les Algériens ont été invités à se nourrir de façon plus rationnelle et mieux équilibrée.

La réalisation du programme arrêté impliquait une algérianisation de la médecine, une formation intensive des cadres, une réorganisation administrative. Elle suppose également une adhésion des membres du corps médical et paramédical au principe du temps plein : actuellement, cent quatre-vingt-dix médecins algériens exercent leur activité à temps plein, soit dans les services hospitaliers, soit dans les services d'A.M.S.

2012- L'énorme dette de la Sécu algérienne

L'Algérie doit donc à la France 10% du déficit annuel de l'assurance maladie, qui s'élève à 6 milliards d'euros.

Jusqu'ici, la règle était que les hôpitaux français et l'assurance maladie avançaient les frais d'opérations des patients algériens. Une fois l'opération réalisée, celle-ci était refacturée à la Sécurité sociale algérienne. La diplomatie française estime que ces frais doivent être remboursés par l'Algérie qui doit être responsable du bien-être de ses citoyens.

<https://www.europe1.fr/international/L-énorme-dette-de-la-Se-cu-algerienne-352070>

En janvier 2012, la Caisse nationale d'assurance sociale algérienne (Cnas) devait à la France 34 millions d'euros pour le remboursement de frais médicaux de patients algériens en France.

https://www.lepoint.fr/politique/la-grosse-ardoise-de-l-algerie-a-la-secu-22-01-2014-1783345_20.php

Les dirigeants se font soigner à l'étranger

Un phénomène qui nourrit la colère des Algériens, est **l'habitude prise par les dirigeants de se faire soigner à l'étranger.**

Les fréquents séjours du président Bouteflika dans des hôpitaux en France ou en Suisse pour des soins et un suivi médical permanent sont d'ailleurs perçus comme la preuve de l'échec de la réforme sanitaire qu'il a lui-même annoncée.

"On a construit l'hôpital militaire d'Aïn Naadja afin d'en faire un Val-de-Grâce version algérienne pour que finalement nos dignitaires prennent l'avion pour Paris au moindre bobo", peste Salah, néphrologue à Msila, à 240 km au sud d'Alger.

"Avec l'argent dépensé pour la Grande Mosquée d'Alger [1,5 milliard de dollars], on aurait pu construire cinq hôpitaux de la taille de celui d'Aïn Naadja.

Dans l'établissement où j'exerce depuis presque deux ans, nous avons deux réanimateurs, sans bloc, ni salle de réveil, ni service, ni drogues. Ils traînent à longueur de journée les mains dans les poches. Si je trouve la moindre brèche, je quitte le pays sans l'ombre d'une hésitation. "

2013- Après avoir craché sur la France, honteux pays colonial, son excellence Bouteflika vient s'y faire soigner !

France-algérie. Le Val-de-Grâce, nouvelle annexe du Quai d'Orsay

FRANCE › AFRIQUE › ALGÉRIE › FRANCE › THE NEW YORK TIMES - NEW YORK

Publié le 03/06/2013 - 10:55



Bouteflika soigné en France : “Val-de-Grâce pour tous” demandent des Algériens dans la rue !

Le quotidien algérien El Watan s'indigne du coût des 82 jours de soins du président Abdelaziz Bouteflika dans des hôpitaux militaires français (25 jours au Val-de-Grâce, 57 aux Invalides) :

” Pendant que des Algériens manifestaient à Alger et en France pour demander la même prise en charge que le président sous le slogan “Val-de-Grâce pour tous”, [...] la présidence ne lésinait pas sur les moyens. Un étage complet d'un grand palace parisien aurait été loué pour les membres de la famille de Bouteflika, un compartiment privé de l'hôpital du Val-de-Grâce rien que pour lui et ses

accompagnateurs à coups de milliers d'euros, de même aux Invalides. »

Citant « un diplomate en poste à Paris », El Watan estime à 890 000 euros le coût de ce séjour médical."

<https://www.valeursactuelles.com/monde/combien-nous-a-coute-bouteflika-40133>

2014, 2015, 2016... – Bouteflika hospitalisé à Grenoble...

ledauphine.com

ACTUALITÉS

DÉPARTEMENTS

FRANCE / MONDE

FAITS DIVERS

AIN

ALPES DE HAUTE-PROVENCE

HAUTES-ALPES

ARDÈCHE

DRÔME

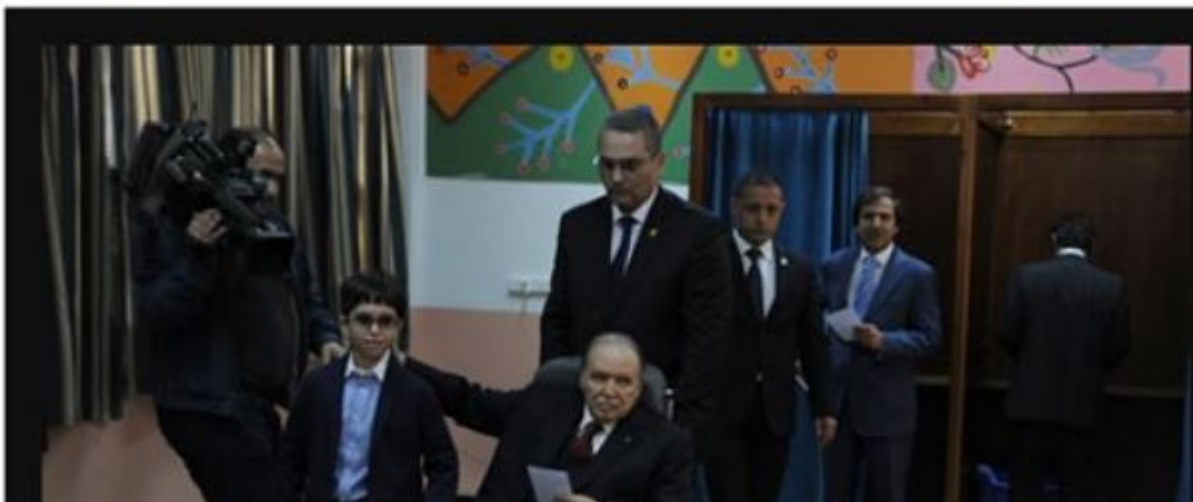
SUD ISÈRE

NORD ISÈRE

> ledauphine.com

ALGÉRIE / FRANCE

Exclusif : Abdelaziz Bouteflika hospitalisé à Grenoble [Vidéo]



<http://resistancerepublicaine.com/2016/11/08/bouteflika-hospitalise-a-grenoble-aux-frais-de-qui-quid-de-linvasion-chez-nous-a-son-deces/>

[en 2019, pour éviter ce barouf, il ira...à Genève !].

2017- Une nouvelle Loi pour brouiller les cartes et masquer

le scandale.

Officiellement, le but du texte est de faire rentrer un maximum de patients algériens dans le cadre de « soins programmés » dans les hôpitaux français.

<https://www.20minutes.fr/sante/2187439-20171214-non-loi-va-permettre-algeriens-venir-plus-nombreux-soigner-france>

Fin 2019, les titres sont plutôt : « Rester ou partir en France, le dilemme des médecins algériens »...



Confrontés au manque de moyens dans le secteur de la santé en Algérie, un nombre croissant de praticiens choisissent l'exil.

Il faut rappeler que **plus de 10 000 médecins algériens exercent dans les hôpitaux français (15.000 selon certaines sources)**, soit 25 % du total des médecins étrangers, selon une étude du [Conseil national de l'Ordre des médecins](#) de France.

Ils sont recrutés directement par les hôpitaux sous des statuts spécifiques. « Après l'instauration du numerus

clausus dans les années 1970, on s'est retrouvé avec un manque chronique d'internes, d'où la volonté de faire venir des médecins étrangers », rappelle Victoire Cottureau, qui a fait sa thèse sur la question des « médecins migrants ».

« Une forte disposition à l'expatriation »

De nouvelles législations ont permis leur venue mais sous des statuts précaires : faisant fonction d'interne (FFI) et praticien attaché associé (PAA). « Ils ne sont pas inscrits au Conseil de l'Ordre des médecins. Ils sont officiellement sous l'autorité d'un titulaire mais en réalité, assument la même charge de travail », souligne Victoire Cottureau.

Payés jusqu'à deux fois moins que leurs collègues français, contraints de patienter des années pour passer les concours qui leur permettront d'obtenir un statut plein, nombre de médecins algériens font pourtant **le choix de venir en France, pour travailler et se former.** Dans un entretien au quotidien algérien francophone El Watan en août, l'économiste de la santé Ahcène Zehnati soulignait « une forte disposition à l'expatriation » des médecins algériens. « Si on prend les médecins nés en Algérie exerçant en France, **le taux d'émigration est de 23,35 %.** » Des chiffres qui varient selon les statuts et les spécialités mais témoignent d'une tendance : l'Algérie a du mal à retenir ses médecins.

L'exode ne date pas d'hier. Le docteur Hacène (les prénoms ont été modifiés) est arrivé en France au début des années 2000. Diplômé en médecine générale et pédiatrie, il avait travaillé pendant quatre ans dans un hôpital algérien proche de la frontière tunisienne, afin « **de voir autre chose que la capitale, Alger** ». Raison de son départ à l'époque : progresser en pédiatrie, se spécialiser. Mission difficile dans une Algérie en pleine « décennie noire », où les professeurs en médecine partaient un à un.

A cela s'ajoutait aussi la rémunération. « ***En quatre ans de travail, impossible de mettre un sou de côté. Le salaire était ridicule, il nous maintenait à peine la tête hors de l'eau*** », rappelle le médecin, qui débarque un jour en France avec un visa d'études, recommandé par un professeur de région parisienne. Rapidement l'homme a compris que sa venue était « gagnant-gagnant » : payé moins cher, disponible pour les gardes, sa présence était aussi à l'avantage de l'hôpital.

Contestation croissante

Aujourd'hui encore, installé en Normandie, mais visiteur régulier de l'Algérie, il observe les problèmes matériels, le manque d'accès à l'information médicale et la contestation croissante parmi les jeunes médecins. « On ne peut pas envoyer des gens travailler sans matériel à plus de 1 000 km de chez eux, sans leur assurer un minimum de conditions de vie », pointe-t-il en contestant que c'est pourtant la réalité.

Le pédiatre fait référence au mouvement des médecins « résidents » algériens, l'équivalent des internes en France, qui a récemment secoué l'Algérie, incarnant le ras-le-bol du personnel de santé. **A partir de novembre 2017, et pendant près de huit mois, plusieurs milliers d'entre eux (ils sont 15 000 au total) se sont mis en grève** pour dénoncer leurs conditions de travail et demander l'abrogation du service civil obligatoire : une période de un à quatre ans qu'ils doivent à l'Etat après leurs études, et pour laquelle ils sont souvent envoyés dans des zones reculées.

Les manifestants dénonçaient notamment des salaires extrêmement bas, l'absence de logements de fonction et des hôpitaux sans moyens ne leur permettant pas de remplir leur mission. Leur mouvement, parfois réprimé sans ménagement par les autorités, a été très dur, les grévistes allant jusqu'à

ne plus assurer les gardes dans les hôpitaux.

Meriem, 37 ans, est, elle, arrivée dans l'Hexagone en 2015 après dix années comme généraliste, d'abord en cabinet puis dans un hôpital de périphérie près de Constantine. Elle n'a pas quitté l'Algérie pour des raisons professionnelles. **« C'est quand j'ai commencé à travailler en France que j'ai pris conscience de la situation en Algérie, explique-t-elle. On n'a pas la moitié de ce dont on aurait besoin. Du coup, on prend mal en charge les patients. On le sait, mais on s'habitue. »**

« L'offre de soins s'est beaucoup appauvrie »

Même réaliser une prise de sang ou une radio est problématique.

« On s'appuyait uniquement sur l'examen clinique », se souvient-elle. **Elle met en cause la médecine gratuite, entièrement financée par l'Etat qui n'y consacre plus les moyens nécessaires.** **« La situation dans les CHU est aussi catastrophique que dans les hôpitaux de périphérie, avec un vrai manque de moyens, un public agressif et un Etat qui ne soutient pas ses médecins »,** précise-t-elle.

Sara, urgentiste, avait 20 ans et deux années d'études derrière elle quand elle est arrivée en France, en 2000. Dans les statistiques, elle fait partie de ces médecins nés en Algérie mais qui ont suivi leur formation initiale en France. Il y a cinq ans, elle est retournée en Algérie dans le cadre d'un programme d'échanges : **« On a trouvé des hôpitaux où les anesthésiques manquent pour soigner les plaies, où il est difficile de trouver un électrocardiogramme. Des services de réanimation où il n'y a qu'une machine à ventiler alors qu'il en faudrait une par patient. On a réchauffé des poches de sang en les mettant sous les aisselles ! Même l'hygiène est défectueuse. Il y a**

eu une nette dégradation depuis les années 1980. »

Un « Hôpital construit durant la colonisation » sans matériel ni personnel.

Dans cet hôpital d'une ville des Hauts Plateaux où elle a été affectée en juin 2017 pour y effectuer son service civil – une obligation pour tout médecin algérien avant la remise officielle de son diplôme –, **Amina se tourne les pouces à longueur de journée.** Construit durant la colonisation, cet établissement public ne dispose pas d'un service d'oto-rhino-laryngologie, où Amina est censée exercer sa spécialité en chirurgie.

« Il n'y a ni bloc opératoire ni personnel médical pour faire tourner ce service, soupire la jeune femme de 33 ans. *Faute de travail, je tourne en rond, je fais du sport, je lis ou je surfe sur le Net. Je fais même parfois dix gardes par mois... en attendant la fin du purgatoire. »*

Après douze années d'études, Amina touche un salaire mensuel de 130 000 dinars (primes de gardes de nuit comprises), soit l'équivalent de 919 euros.

La situation n'a en effet pas toujours été celle-ci. Dans les années 1980, rappelle Meriem à titre d'exemple, les greffes de rein étaient réalisées sans difficulté à l'hôpital public, **« mais les anciens n'ont pas formé les jeunes.** *L'offre de soins s'est beaucoup appauvrie et c'est la population qui en souffre. Ceux qui ont les moyens vont dans le privé ou à l'étranger »*. Du côté des médecins, la fuite des cerveaux se poursuit. « Beaucoup de mes amis, qu'ils soient médecins ou étudiants en médecine, voudraient partir », souligne Meriem, reconnaissant qu'elle-même aurait pu rentrer après quelques années : « Mais on se dit qu'ici au moins on peut être formé, et que le système de santé là-bas est dans un tel état qu'il faudrait des années pour voir une amélioration. »

<https://www.jeuneafrique.com/mag/549161/societe/en-algerie-la-sante-a-mauvaise-mine/>

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/09/26/le-dilemme-des-medecins-algeriens_5360500_3212.html

LE SYSTÈME DE SANTÉ PUBLIQUE N'EST PLUS EN MESURE DE FOURNIR DES PRESTATIONS À LA HAUTEUR DES EXIGENCES DES POPULATIONS

La population, qui passera à 50 millions d'habitants à l'horizon 2030, continue de bénéficier du système de médecine gratuite mis en place en 1974, à l'époque de l'Algérie socialiste.

Mais la réalité est à ce point calamiteuse par endroits qu'on entend souvent les Algériens qualifier leurs hôpitaux de « mouroirs ».

Le système de santé doit aujourd'hui s'adapter à deux transitions [note/J.Ferry : les mêmes qu'en 1955 !!!]concomitantes, constate le think tank local Nabni dans un rapport de prospective. La première est **démographique,** la seconde, **épidémiologique.** La croissance rapide de la population algérienne – une moyenne de 1 million d'habitants par an – ainsi que la persistance de certaines maladies transmissibles, l'augmentation alarmante de pathologies chroniques, de maladies graves et lourdes ainsi qu'une forte prévalence des accidents de la route nécessitent d'importants investissements financiers et humains et imposent une évolution structurelle du système.

L'accès inégal aux soins en raison du positionnement géographique des populations et l'implantation déséquilibrée des infrastructures hospitalières à travers le territoire national laissent croire à l'existence d'une santé à deux vitesses. Une couverture médicale et sanitaire équitablement répartie soulagerait les populations du pays profond et

désengorgerait les structures principalement établies sur le littoral et dans les grandes villes du Nord.

Des chiffres qui parlent

15 centres hospitalo-universitaires (CHU)

1 médecin généraliste pour 1 118 habitants

1 pharmacie pour 3 467 habitants

Novembre 2019. Finies les grèves : les médecins partent massivement.

Plus de 4000 médecins prêts à quitter l'Algérie en 2019 à destination de l'Europe

Le président du Conseil national de l'Ordre des médecins, le Dr Mohamed Bekkat Berkani, a tiré la sonnette d'alarme sur le départ des médecins algériens à l'étranger. Il affirme qu'ils sont 4000 spécialistes dans tous les domaines qui sont candidats au départ pour cette année.

L'ordre des médecins appelle les autorités à « *agir face au départ massif des médecins spécialistes algériens à l'étranger et particulièrement en France* ».

Il ajoute que « *chaque année, le nombre des candidats au diplôme de formation médicale spécialisée (DFMS), au diplôme de formation médicale spécialisée approfondie (DFMSA) et aux épreuves de vérification des connaissances (EVC) proposés par la France augmente considérablement* ».

Mohamed Bekkat Berkani souligne que « **près de 4000 candidats médecins spécialistes ont postulé cette année pour le départ à l'étranger.** Le Conseil de l'Ordre est pris d'assaut pour leur délivrer les attestations d'exercice et les certificats de bonne conduite professionnelle exigés dans le dossier ».

[L'ordre des medecins](#) révèle que plusieurs autres pays sont de plus en plus intéressés par les medecins algériens, notamment l'Allemagne, qui est un grand recruteur, et les pays du Golf qui rentrent en lice.